

Élections en Afrique francophone : Symptômes d'une démocratie inachevée

Par Jean-Claude Yevi

L'année 2026 s'annonce cruciale pour l'Afrique de l'Ouest francophone. Plusieurs pays s'appêtent à organiser des élections présidentielles, législatives ou locales. Ces échéances, en principe, devraient incarner la vitalité démocratique du continent. Mais l'histoire récente montre que, dans bien des cas, le cycle électoral devient synonyme de crispations, de méfiance, voire de violences. Ce constat révèle un mal plus profond : un modèle démocratique incomplet, souvent détourné à des fins politiques. Dans de nombreux pays de la région ; de la Guinée au Tchad, en passant par le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, le vote n'est pas perçu comme un véritable choix citoyen, mais comme une formalité dominée par le pouvoir en place. Ce n'est pas la démocratie elle-même qui est rejetée, mais la manière dont elle est instrumentalisée.

La plupart des tensions électorales trouvent leur origine dans la fragilité des institutions censées garantir la transparence et la crédibilité des scrutins. Les commissions électorales, souvent désignées de manière opaque ou sous l'influence du pouvoir en place, peinent à inspirer confiance. Les cours constitutionnelles, au lieu d'agir comme gardiennes impartiales du processus électoral, deviennent parfois des arbitres partiels, voire complices. S'ajoutent à cela des révisions constitutionnelles opportunistes, des règles électorales modifiées à la dernière minute et l'absence chronique de dialogue entre majorité et opposition. Dans un tel contexte, l'élection cesse d'être une célébration démocratique pour devenir une épreuve à haut risque.

En Afrique francophone, on vote régulièrement, mais souvent dans un climat de peur, de confusion ou de résignation. Ce décalage entre la forme et le fond est au cœur du malaise : la démocratie est réduite à une vitrine, à une simple procédure électorale, vidée de son essence. Peu importe le cadre légal affiché, si l'opposition est réduite au silence, les médias muselés, les manifestations interdites ou réprimées, et les forces de sécurité utilisées comme bras armé du pouvoir. L'exemple du Sénégal, longtemps considéré comme un modèle de stabilité démocratique, l'a tristement démontré en 2024. Le report inconstitutionnel du scrutin présidentiel, la répression des voix dissidentes et l'emprisonnement d'opposants ont semé le doute, y compris dans les démocraties les plus citées en exemple. Ce cas est un signal d'alarme : *la démocratie n'est jamais acquise, elle est un combat permanent.*

Les tensions électorales récurrentes sont les symptômes d'un système politique en panne de légitimité. Car au-delà des querelles électorales, c'est le contrat social lui-même qui s'effrite. Lorsque les citoyens ne croient plus que le vote peut changer leur quotidien, ils se désengagent ou se radicalisent. Dans un contexte marqué par le chômage endémique, l'insécurité croissante, notamment due au terrorisme dans le Sahel, et une pauvreté persistante, les élections apparaissent comme un rituel vide de sens pour une grande partie de la population. L'acte de voter perd toute portée transformative.

Pour sortir de ce piège, il ne suffit pas de dénoncer les échecs : il faut proposer des solutions. Il est essentiel d'agir à trois moments clés du cycle électoral. Avant les élections, il faut créer des espaces

de concertation politique permanente réunissant les partis, la société civile, les chefs traditionnels et religieux. Il est crucial de réformer en profondeur les commissions électorales, les lois électorales et la magistrature électorale, et de le faire de manière transparente et inclusive. Un accès équitable aux médias publics doit être garanti, et les journalistes doivent pouvoir travailler en toute liberté et sécurité.

Pendant les élections, les forces de sécurité doivent être formées pour garantir un climat serein, sans intimidation. Le déploiement d'observateurs électoraux indépendants, tant nationaux qu'internationaux, est fondamental. Il est aussi nécessaire de publier les résultats de manière détaillée et accessible, bureau par bureau, afin de renforcer la confiance du public dans le processus.

Après les élections, il faut permettre aux contestations de suivre des voies judiciaires crédibles, rapides et respectées. Il est temps de promouvoir une véritable culture de l'alternance démocratique, où la défaite électorale n'est pas vécue comme une tragédie mais comme une étape normale de la vie politique. En cas de tensions post-électorales, des mécanismes de réconciliation nationale doivent être enclenchés pour éviter les cycles de violence.

La démocratie ne se limite pas à l'acte de voter. Elle s'enracine dans le respect des institutions, la justice indépendante, le dialogue constant entre les forces politiques, la liberté d'expression, la liberté de la presse et le droit des citoyens à manifester sans peur. C'est l'ensemble de ces éléments qui donne du sens au vote. Tant que l'élection restera le seul moment où le pouvoir semble vaciller, elle sera vécue comme une menace. Tant que les peuples associeront les urnes au chaos, la démocratie restera un mot creux, privé de substance.

Il est donc temps de passer d'une démocratie de façade à une démocratie réelle. Une démocratie qui respecte les citoyens, protège les minorités, garantit la liberté et accepte le changement. L'année 2026 sera un test majeur pour l'Afrique francophone. Il revient aux dirigeants, à la jeunesse, à la société civile de démontrer qu'il est possible de voter sans se diviser, de choisir sans se battre, et de construire sans trahir les principes démocratiques.